



PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE GLOBAL COVID-19

APPEL COORDONNÉ PAR LES NATIONS UNIES
AVRIL – DÉCEMBRE 2020

MISE À JOUR DU GHRP DE MAI



Avant-propos du Coordonnateur des secours d'urgence

La pandémie du COVID-19 nous fait tous souffrir. Mais ses effets les plus dévastateurs et les plus déstabilisants se feront ressentir dans les pays les plus pauvres du monde.

Nous sommes confrontés au plus important ralentissement économique que nous ayons connu de mémoire d'homme. Le système humanitaire se prépare à une forte hausse des conflits, de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté avec la contraction de l'économie et la disparition des recettes d'exportation, des envois de fonds et du tourisme.

Les confinements et la récession économique pourraient impliquer une pandémie de la faim pour des millions de personnes.

Au fur et à mesure que les pays dotés de faibles systèmes de santé tenteront de lutter contre le virus, nous pourrions nous attendre à une augmentation de la rougeole, du paludisme, du choléra et d'autres maladies dans la mesure où les vaccinations seront suspendues, où les systèmes de santé fléchiront sous le poids de la pression et où les fournitures médicales seront interrompues.

« Cette pandémie ne ressemble à rien de ce à quoi nous avons été confrontés au cours de notre vie. Il ne s'agit pas d'une situation habituelle. Des mesures extraordinaires s'imposent. »

Si nous n'apportons pas un soutien aux pays plus pauvres dans leur combat contre la pandémie, nous laisserons le virus se propager sans contrôle et faire le tour du monde. Ce n'est dans l'intérêt de personne. L'effondrement économique et l'instabilité dans les pays fragiles et pauvres ne le sont pas non plus.

Il est dans notre intérêt à tous de nous rassembler pour répondre en urgence et de manière coordonnée à cette pandémie dans les milieux les plus fragiles du monde. Le Plan global de réponse humanitaire au COVID-19 est le principal moyen de collecte de fonds de la communauté internationale à cet effet. Cette mise à jour du Plan est basée sur de larges consultations dans les pays et reflète les besoins en temps réel. Elle regroupe les appels de l'OMS et d'autres organisations humanitaires des Nations unies. Les organisations non-gouvernementales et les consortiums d'ONG, qui sont souvent les intervenants de première ligne, ont été

déterminants dans leur contribution à la conception du plan qui leur permet d'avoir accès à un financement.

Les confinements, les couvre-feux et les limitations de la circulation du personnel et des marchandises, dans le cadre de la stratégie de ralentissement de la transmission du virus, affectent les opérations humanitaires. Mais, malgré ces obstacles, les ressources sont rapidement acheminées sur place et ont un impact immédiat. Le Plan global de réponse humanitaire a appuyé les installations de lavage des mains dans des lieux vulnérables comme les camps de réfugiés, la distribution de gants et de masques chirurgicaux, de respirateurs N95, de combinaisons et de lunettes pour aider les pays vulnérables à répondre à la pandémie et la création de nouveaux hubs de transport à partir desquels les fournitures peuvent être transportées par voie aérienne.

Le Plan priorise les besoins des plus vulnérables comme les personnes âgées, les personnes handicapées, les femmes et les filles. La pandémie ayant déjà exacerbé les niveaux existants de discrimination, d'inégalité et de violence sexiste, le Plan contient des mesures spécifiques visant à garantir la prise en compte des vulnérabilités de ces groupes. Il contient également des programmes de réponse à la rapide croissance anticipée de l'insécurité alimentaire.

Tout ce qui a été réalisé à ce jour a été rendu possible grâce au financement généreux des donateurs. Les progrès ne pourront être poursuivis sans la mise à disposition de financements supplémentaires.

Alors que nous sommes unis dans la lutte contre ce virus, j'exhorte les gouvernements riches à répondre proportionnellement à l'échelle du problème auquel nous sommes confrontés.

Je demande aux gouvernements riches de prendre deux mesures. Premièrement, s'engager à soutenir ce plan global de réponse humanitaire au COVID-19. Il nécessite 6,7 milliards de dollars. Deuxièmement, continuer à soutenir les plans de réponse humanitaire existants. Si le financement est détourné de ces opérations pour lutter contre le COVID-19, les conséquences pourraient en être graves et représenter une menace pour la vie des personnes déjà exposées au risque le plus élevé dans les contextes humanitaires. Cette pandémie ne ressemble à rien de ce à quoi nous avons été confrontés au cours de notre vie. Il ne s'agit pas d'une situation habituelle. Des mesures extraordinaires s'imposent.

Mark Lowcock

Coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies

En un clin d'œil

BESOINS FINANCIERS (USD)

\$6,71 Md

FINANCEMENT REÇU (USD)

\$923 M

PAYS

63

Objectifs, portée et pays inclus

Depuis la publication du Plan de réponse humanitaire global (GHRP), le 25 mars 2020, la pandémie du COVID-19 s'est installée dans les 54 pays où se poursuivent des crises humanitaires d'ampleur, de vitesse et de gravité variables. En fonction de leur vulnérabilité et de leur capacité de réponse, neuf autres pays¹ et Djibouti ont été inclus dans la présente mise à jour, dans le cadre du Plan régional de réponse pour les migrants dans la Corne de l'Afrique et au Yémen, portant ainsi à 63, le nombre des pays couverts par ce plan.

Les besoins financiers totaux sont passés de 2 milliards de dollars à 6,71 milliards de dollars. Cette importante augmentation est due à la rapide évolution des besoins humanitaires, à l'inclusion de pays supplémentaires, à l'augmentation du coût des fournitures de santé et autres essentielles et du transport aérien et maritime. À ce jour (5 mai), 923 millions de dollars ont été reçus et 608 millions de dollars supplémentaires ont été déclarés en dehors du GHRP, portant ainsi à environ 1,5 milliard de dollars le total reçu pour la réponse humanitaire au COVID-19. Les besoins financiers du GHRP ciblent les personnes les plus vulnérables et ne représentent qu'une petite partie des 90 milliards de dollars nécessaires pour apporter un soutien à 10% des populations les plus pauvres affectées par la pandémie dans le monde.

Les besoins financiers supplémentaires pour la réponse urgente au COVID-19 viennent aggraver les insuffisances de financement déjà considérables des plans de réponse humanitaires dans le monde. Au moment où nous écrivons, seulement 13% du financement demandé pour l'Aperçu de la situation humanitaire dans le monde (GHO) ont été reçus. Cet écart est dramatique face à l'aggravation des besoins humanitaires dus à cette pandémie, en raison notamment de la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire, des interruptions des chaînes d'approvisionnement et de la persistance des conflits. Plus particulièrement, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë pourrait presque doubler en passant de 135 millions en 2019 à 265 millions en raison de l'impact économique du COVID-19.

En décembre 2019, les Nations unies prévoyaient un besoin financier de \$28,8 milliards de dollars dans le GHO pour sa réponse aux besoins humanitaires en 2020. En faisant un parallèle avec la crise mondiale de 2008-2009, où les besoins humanitaires avaient augmenté de 54%, tout indique que les besoins humanitaires augmenteront considérablement d'ici à la fin de l'année en raison des impacts secondaires du COVID-19.

Situation humanitaire et analyse des besoins

Le GHRP commence à saisir et à anticiper les besoins les plus immédiats, en se fondant sur les révisions existantes ou sur l'élaboration de nouveaux plans de réponse humanitaire. Il sera de nouveau mis à jour à la mi-juin. Le prochain GHO intégrera pleinement les augmentations liées au COVID-19 pour 2021, ainsi que les besoins financiers issus d'autres crises qui seront elles-mêmes aggravées par les conséquences de la pandémie.

Les données et l'analyse effectuée depuis la publication du GHRP à la fin du mois de mars confirment l'impact humanitaire anticipé de la pandémie sur la situation sanitaire et socioéconomique des groupes vulnérables identifiés. L'interruption des services de soins de santé essentiels est de plus en plus préoccupante alors que les mesures de confinement et la crainte de l'infection amènent à des réductions considérables de leur utilisation et de leur accès.

¹ Bénin, Djibouti, Liberia, Liban, Mozambique, Pakistan, Philippines, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

En raison de l'interruption des vols aériens, les expéditions de vaccins dans les pays ont été réduites d'approximativement 80% et un nombre croissant de pays déclarent avoir épuisé leur stock, compromettant ainsi des campagnes de vaccinations essentielles.

Les personnes se démarquant comme étant celles qui souffrent le plus sont les personnes âgées, les personnes présentant des comorbidités, les personnes ayant des besoins de santé mentale et psychosociaux, les personnes handicapées, les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes déplacées de force, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants, ainsi que les personnes ayant perdu leurs sources de revenus et se trouvant hors des systèmes de protection sociale. Leur situation est exacerbée quand elles vivent dans des endroits à forte densité et insuffisamment desservis et quand d'autres chocs et tensions surviennent en raison de catastrophes naturelles, d'infections parasitaires ou de conflits.

De nombreux groupes de population et individus subissent des incidences négatives à différents niveaux. Leur santé peut être directement affectée ainsi que leur capacité d'accès à des services essentiels et de maintien de leurs moyens de subsistance.

La situation des femmes et des filles est particulièrement préoccupante en raison de l'augmentation de la violence sexiste dans les situations de confinement, de l'importance de leur rôle dans les soins de santé et de l'augmentation de leur exposition au virus, de leur importante

dépendance à des sources de revenus informelles et incertaines qui sont devenues inaccessibles en raison des mesures relatives à la mobilité et à la distanciation physique. ONU Femmes fait état d'une augmentation de la violence de la part du partenaire intime allant jusqu'à 25% depuis l'éruption de la pandémie dans les pays ayant un système de déclaration en place. Les réalités, le caractère unique des besoins et des réponses aux besoins des femmes et des filles liés à la violence sexuelle et sexiste sont détaillés dans le GHRP.

Les personnes âgées souffrent d'un plus fort impact de santé du COVID-19, combiné à des risques plus élevés de discrimination et d'obstacles physiques et financiers à l'accès à des services essentiels. Les personnes handicapées sont également confrontées à des risques de stigmatisation et de perte de services d'assistance et de traitement spécialisés. Les enfants sont privés non seulement d'éducation mais aussi de services associés tels que l'alimentation scolaire et l'assistance sociale tout en étant exposés à un risque accru de violence familiale.

Les groupes de population vulnérables de tous âges, dont beaucoup sont des personnes déplacées, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants, sont exposés à des problèmes de santé mentale en raison du stress, de l'anxiété et de l'augmentation de la violence issue de la pandémie à un moment où les services de santé mentale et de soutien psychosocial sont interrompus ou souffrent de la limitation des ressources dans les pays.

Progrès de la réponse

Les acteurs humanitaires ont intensifié leur réponse aux besoins supplémentaires causés par la pandémie. Des efforts considérables sont entrepris pour établir des hubs de réponse humanitaire dans le monde, à proximité des lieux de fabrication des fournitures médicales à Liège, à Dubaï et en Chine qui seront liés à des hubs régionaux en Éthiopie, au Ghana, en Malaisie, au Panama, à Dubaï et en Afrique du Sud pour maintenir et renforcer les chaînes d'approvisionnement d'articles de santé et autres articles essentiels. Les opérations cruciales pour la réponse COVID-19 renforcent la protection des groupes les plus vulnérables, garantissant la continuité et l'élargissement des services de santé essentiels et des services liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, à l'éducation, la communication des risques et la cohésion sociale ainsi que la production et la consommation alimentaires.

Les ONG locales et internationales et les groupes communautaires, notamment les groupes confessionnels et dirigés par des femmes continuent à jouer un rôle vital dans la mise en œuvre de la réponse en élargissant leur portée et leurs liens avec les interventions relatives au développement que certains d'entre eux mettaient déjà en œuvre. Certaines organisations des Nations unies ont pris des mesures pour fournir un financement flexible et faciliter les procédures administratives mais il reste encore à faire pour faciliter l'accès direct des ONG à des financements, notamment à travers des mécanismes de financement communs.

Le leadership individuel et collectif pour la protection contre l'exploitation et les abus sexuels demeure un engagement essentiel des organisations participant au GHRP.

Besoins financiers et financement



Les insuffisances de financement, les contraintes de mobilité et d'accès, les retards des chaînes d'approvisionnement, les menaces pour les travailleurs humanitaires perçus comme étant des porteurs de la maladie et les incertitudes relatives à l'évacuation sanitaire et au traitement du personnel posent des contraintes à la réponse. Chaque fois que nécessaire, les réponses cruciales au COVID-19 doivent être intensifiées ainsi que d'autres réponses humanitaires déjà prévues afin de répondre aux besoins humanitaires et empêcher une détérioration supplémentaire. En l'absence d'efforts importants et accélérés pour couvrir les besoins financiers du GHRP et du GHO de 2020, il faut s'attendre à une détérioration majeure de la santé et de la situation socioéconomique des personnes les plus vulnérables. Il en résultera des effets à long terme qui compromettront considérablement la réalisation des Objectifs de développement durable.

Le présent appel inter-organisations vise à couvrir les besoins sanitaires et les besoins humanitaires immédiats eu égard au COVID-19. Il fait appel à environ 1 milliard de dollars pour soutenir les services humanitaires communs tels que les évacuations sanitaires, les hôpitaux de terrain et les services aériens pour les passagers et les marchandises. Sur la base du montant demandé pour les opérations dans les pays, la plupart des demandes seront utilisées par les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la protection et de l'éducation.

Sur les 6,71 milliards de dollars nécessaires pour couvrir la réponse dans le cadre de ce plan, 1 milliard de dollars couvrira les services d'appui mondiaux et les autres 5,7 milliards de dollars couvriront les besoins dans les 63 pays concernés, 3,49 milliards de dollars ciblant les pays des Plans de réponse humanitaire, près d'un million de dollars destiné aux pays des Plans régionaux de réponse pour les réfugiés, 439 millions de dollars pour les pays des Plans régionaux de réponse pour les réfugiés et les migrants, 157 millions de dollars pour les pays dans le cadre d'autres plans et 628,8 millions de dollars pour les pays dans le cadre de nouveaux plans présentés dans cette mise à jour.

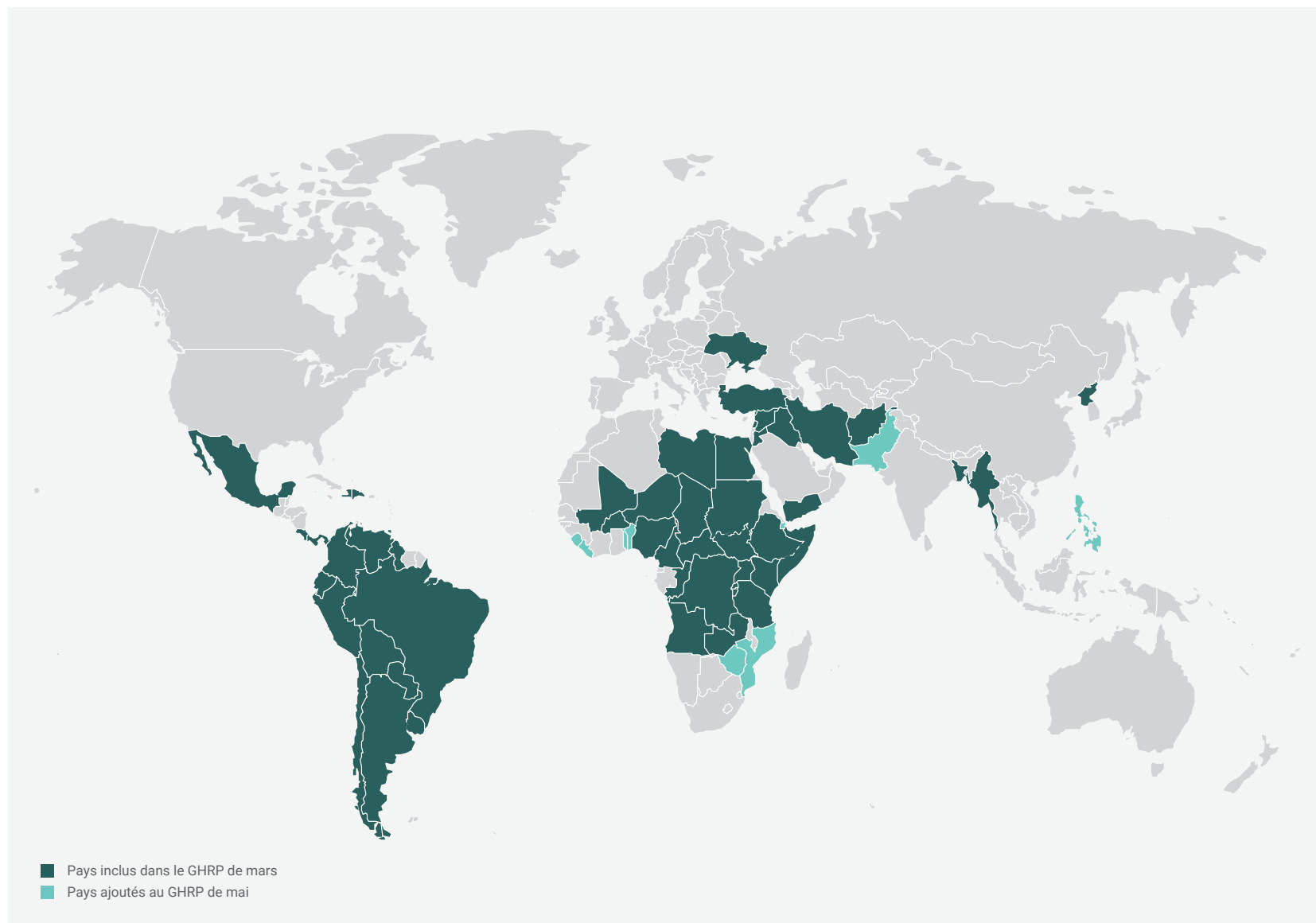
L'analyse cohérente et complémentaire des besoins, ainsi que la planification et les flux de financement entre les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus importants que jamais. Des opportunités sont saisies pour relier le GHRP, le Plan stratégique de préparation et de réponse de l'OMS et le Cadre pour la réponse socio-économique immédiate au COVID-19 du Secrétaire général des Nations unies dans les domaines d'intervention communs.

Besoins financiers (USD)

BESOINS FINANCIERS DU COVID-19		TOTAL DES BESOINS HUMANITAIRES AJUSTÉS				
BESOINS	DONT :	BESOINS ¹		DONT :		
\$6,71 Md	 SANITAIRE: \$2,03 Md NON-SANITAIRE: \$3,67 Md	\$36,75 Md	 COVID-19: \$6,71 Md NON-COVID-19: \$30,04 Md			
APPEL INTERORGANISATIONS	COVID-19 TOTAL	DONT : SANITAIRE	NON-SANITAIRE	NON-COVID-19 AJUSTÉ	TOTAL HUMANITAIRE COVID + NON-COVID	
Afghanistan	HRP	108,1 M	21,7 M	86,4 M	695,7 M	803,8 M
Burkina Faso	HRP	60,0 M	15,0 M	45,0 M	311,6 M	371,6 M
Burundi	HRP	36,7 M	-	36,7 M	131,7 M	168,4 M
Cameroun	HRP	99,6 M	23,0 M	76,6 M	292,7 M	392,4 M
RCA	HRP	152,8 M	7,7 M	145,2 M	400,8 M	553,6 M
Tchad	HRP	99,5 M	6,0 M	93,5 M	610,7 M	710,2 M
Colombie	HRP	197,0 M	152,7 M	44,4 M	209,7 M	406,7 M
RDC	HRP	287,8 M	119,4 M	168,4 M	1,82 Md	2,11 Md
Éthiopie	HRP	322,6 M	100,0 M	222,6 M	1,00 Md	1,32 Md
Haïti	HRP	105,0 M	105,0 M	-	319,3 M	424,3 M
Irak	HRP	263,3 M	65,4 M	197,9 M	397,4 M	660,7 M
Libye	HRP	38,8 M	14,9 M	23,9 M	90,9 M	129,8 M
Mali	HRP	42,3 M	10,1 M	32,2 M	350,7 M	393,2 M
Myanmar	HRP	46,0 M	18,1 M	27,9 M	216,3 M	262,3 M
Niger	HRP	76,6 M	9,9 M	66,7 M	433,3 M	509,8 M
Nigeria	HRP	259,8 M	85,2 M	174,6 M	839,0 M	1,10 Md
tPo	HRP	42,4 M	19,1 M	23,3 M	348,0 M	390,4 M
Somalie	HRP	176,4 M	72,1 M	104,4 M	1,08 Md	1,25 Md
Soudan du Sud	HRP	217,2 M	21,0 M	196,2 M	1,55 Md	1,77 Md
Soudan	HRP	87,5 M	87,5 M	-	1,35 Md	1,44 Md
Syrie	HRP	384,2 M	157,5 M	226,7 M	3,42 Md	3,81 Md
Ukraine	HRP	47,3 M	16,6 M	30,7 M	157,8 M	205,1 M
Venezuela	HRP	72,1 M	44,1 M	28,0 M	677,9 M	750,0 M
Yémen	HRP	179,1 M	101,6 M	77,6 M	3,20 Md	3,38 Md
Zimbabwe	HRP	84,9 M	35,0 M	49,9 M	715,8 M	800,7 M
Burundi Régional	RRP	65,4 M	36,5 M	29,0 M	209,9 M	275,4 M
RDC Régional	RRP	155,7 M	94,7 M	61,0 M	483,0 M	638,7 M
Nigeria Régional ²	RRP	-	-	-	-	-
Soudan du Sud Régional	RRP	128,8 M	51,4 M	77,4 M	1,21 Md	1,34 Md
Syrie Régional ³	3RP	643,8 M	82,6 M	561,1 M	5,56 Md	6,21 Md
Venezuela Régional	RMRP	438,8 M	132,4 M	306,4 M	968,8 M	1,41 Md
Crise Rohingya ⁴	JRP	117,2 M	71,8 M	45,3 M	-	-
RPD de Corée	Autre	39,7 M	19,7 M	20,0 M	107,0 M	146,7 M
Bénin	Nouveau	17,2 M	10,9 M	6,3 M	-	17,2 M
Iran	Nouveau	89,5 M	64,4 M	25,1 M	-	89,5 M
Liban	Nouveau	94,0 M	53,8 M	40,2 M	-	94,0 M
Liberia	Nouveau	57,0 M	17,5 M	39,5 M	-	57,0 M
Mozambique	Nouveau	68,2 M	16,0 M	52,2 M	-	68,2 M
Pakistan	Nouveau	126,8 M	29,2 M	97,6 M	-	126,8 M
Philippines	Nouveau	96,2 M	23,2 M	73,0 M	-	96,2 M
Sierra Leone	Nouveau	60,5 M	16,8 M	43,7 M	-	60,5 M
Togo	Nouveau	19,4 M	3,3 M	16,0 M	-	19,4 M
Services d'appui mondiaux		1,01 Md	-	-	-	1,01 Md
TOTAL		6,71 Md	2,03 Md	3,67 Md	30,04 Md	36,75 Md

¹ Les besoins de financement ont été mis à jour le 11 mai 2020. Les chiffres devraient changer à mesure que les bureaux nationaux continuent de réviser leurs projets et leurs activités en cours. Pour obtenir les chiffres les plus récents, veuillez consulter le site hpc.tools ou fts.unocha.org. / ² Les besoins financiers du RRP du Nigeria sont inclus dans les HRP du Cameroun, du Niger et du Tchad. / ³ Le budget actuel du 3RP 2020 est de 5,56 milliards. Un exercice complet de priorisation est en cours et un chiffre ajusté non COVID-19 est en attente. / ⁴ Les nouveaux besoins révisés relatifs au COVID-19 plus les besoins totaux du Plan de réponse conjoint (JRP) de 2020 ajustés à la réponse au COVID seront présentés dans la mise à jour du GHRP du mois de juin.

Pays du GHRP : Mise à jour de mai



**NOMBRE DE PAYS
GHRP DE MAI**

63

**DONT :
NOMBRE DE PAYS
GHRP DE MARS**

54

Afghanistan, Angola, Argentine, Aruba*, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Curaçao*, Égypte, Équateur, Éthiopie, Guyana, Haïti, Irak, Iran, Jordanie, Kenya, Liban, Libye, Mali, Mexique, Myanmar, Niger, Nigeria, Ouganda, Panama, Paraguay, Pérou, RCA, République du Congo, RDC, République dominicaine, RPD de Corée, Rwanda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Tanzanie, Tchad, tPo, Trinité et Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen et Zambie.

**NOMBRE DE PAYS
AJOUTÉS AU GHRP DE MAI**

9

Bénin, Djibouti, Liberia, Mozambique, Pakistan, Philippines, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe

Source : OCHA. **Avertissement :** Les désignations employées et la présentation des éléments dans la présente publication ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

* Aruba (Pays-Bas), Curaçao (Pays-Bas)

**« Un monde exempt du Covid-19 requiert l'effort
de santé publique le plus massif de l'histoire : les
données doivent être partagées, les ressources
mobilisées et la politique mise de côté.
Nous nous battons pour nos vies.
Nous sommes ensemble.
Et nous en sortirons plus forts, ensemble ».**

António Guterres,
Secrétaire général des Nations unies

